



HAL
open science

**Les mondes arabes et la question palestinienne:
appareils étatiques, figures activistes transnationales et
"Street Politics"**

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Les mondes arabes et la question palestinienne: appareils étatiques, figures activistes transnationales et "Street Politics". Quel état palestinien? Histoires, réalités et perspectives, Nov 2009, Dijon, France. pp.434. halshs-00654234

HAL Id: halshs-00654234

<https://shs.hal.science/halshs-00654234>

Submitted on 21 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les mondes arabes et la question palestinienne : appareils étatiques, figures activistes transnationales et « Street Politics ».

Traiter du monde arabe et de la question palestinienne exigerait d'abord de passer du singulier au pluriel, et donc de parler des mondes arabes et de la question palestinienne, et cela dans un double sens :

- Il s'agirait d'abord de nommer la pluralité politique du monde arabe quant à ses positionnements face à la question palestinienne : ce qui est à priori entendu comme le monde arabe, pour le moins de manière administrative, étatique et officielle, et représenté par les 22 membres de ce que l'on appelle la Ligue arabe (ou plus précisément, la Ligue des états arabes, comme l'indique son titre arabe, *al-Jama'at ad-Doual al-'arrabiyyah*), se caractérise non pas par une unité de vue et d'esprit concernant la question de Palestine, mais bien plutôt par une extrême plasticité des positions politiques des états concernés. Plasticité généralement comprise comme le signe de la division du monde arabe : la question de Palestine se fait ainsi généralement le symptôme de l'éclatement politique des états du monde arabe, étant entendu qu'ils eurent rarement, si ce n'est jamais, une position commune quant à sa résolution. La question palestinienne est plus le lieu d'un affrontement entre les états arabes, par question interposée, que celui d'une cause unificatrice faisant office d'idéal régulateur.
- Il s'agirait bien ensuite de parler des mondes arabes et de la question palestinienne, car il faut peut-être sortir aussi d'une lecture toujours trop étatique et diplomatique du politique. La lecture de nombreux états arabes comme « *pouvoirs autoritaires*¹ », si ce n'est parfois, comme « *Etats de barbarie*² », pour reprendre l'expression du sociologue Michel Seurat, doit donc amener un contre-point nécessaire : l'étude de ces autres mondes arabes, non-étatiques, qui ne relèvent justement pas de l'appareil d'état et des instances étatiques. Nous en relèverons deux types : le premier type est celui de mouvements activistes et politiques arabes non-étatiques, qui, qu'elles que soient leurs idéologies (nationalistes arabes, marxisantes, islamistes, salafistes...) ont, depuis la fin des années 1960 à nos jours, fait de la question palestinienne une cause centrale et symbolique de leur discours et de leur pratique politique. Cette centralité de la question palestinienne comme question arabe et/ou islamique est souvent attachée à une critique acerbe des régimes arabes eux-mêmes. Le second type est celui relatif à ce qui est appelé, parfois de manière floue et confuse, la « *rue arabe* ». Nous supposons que penser les mondes arabes et la question palestinienne exige aussi d'étudier les modes de mobilisations populaires, parfois même informels, et d'appropriation de la rue et de l'espace public dans le monde arabe. Ces « *Street Politics*³ », ou

¹ Voir l'ouvrage de Philippe DROZ-VINCENT, *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Préface de Ghassan SALAME, Presses universitaires de France, collection Proche-Orient, 2004.

² Gilles Kepel et Olivier Mongin ont regroupé sous ce titre les principaux écrits du sociologue français Michel Seurat, disparu au Liban en 1986. Cf. Michel SEURAT, *L'Etat de barbarie*, Editions du Seuil, Paris, 1989.

³ Nous nous référons ici au concept employé par le sociologue Asef Bayat dans son étude sur les mouvements d'occupations et de squatters en Iran après la Révolution islamique de 1979. Cf. Asef BAYAT, *Street Politics. Poor people's Movements in Iran*, Columbia University Press, New York, 1997.

« *politiques de la rue* », traduites par des manifestations, occupations, sit-ins, parfois émeutes et affrontements avec les forces de l'ordre, sont souvent transnationales : elles exercent à intervalles réguliers des pressions sur les appareils étatiques arabes. Là-aussi, la « *Street Politic* » apparaît bien comme un double mouvement : le soutien aux revendications palestiniennes y fait office de levier symbolique pour contester la politique même des états arabes.

Palestinité et arabité

Si la question palestinienne comme question nationale, c'est-à-dire comme question relevant d'une communauté ayant développé son propre « *imaginaire national* » depuis près d'un siècle, rend bien compte de l'existence, ici et maintenant, d'un projet national palestinien circonscrit, dans un sens maximaliste, aux frontières de la « *Palestine historique* » de 1948, et, dans un sens minimaliste, aux frontières de 1967 (Cisjordanie et bande de Gaza), la question de Palestine excède cependant toujours les frontières propres de la Palestine à proprement parler. Poser la question des rapports entre les mondes arabes et la question palestinienne, c'est donc admettre déjà que la Palestine est aussi une question arabe. Mais pas seulement : il serait en effet abusif, au vu de la complexité même de la question de Palestine, de la réduire à une seule de ses figures. C'est là le propre de la question de Palestine : elle est tout à la fois question palestinienne, question arabe, question moyen-orientale, et question religieuse, car, comme le soulignait l'historien Henry Laurens, l'une des premières formes d'identification culturelle et politique des palestiniens est bien celle d'être le « *peuple de la Terre sainte* » : « *Chez les chrétiens arabes, la carte des diocèses orthodoxes a maintenu à travers les âges les noms et la distribution des trois Palestine, des trois districts d'administration de l'Antiquité tardive. La présence des lieux saints du christianisme suffit à singulariser cette région (...). Chez les musulmans, la conscience de la Terre sainte est apparue très tôt, au point de faire disparaître le terme de Palestine (attesté dans l'usage administratif dans les premiers siècles de l'Islam) au profit de celui de terre sainte (al-ard al-muqaddasa) et celui de Jérusalem au profit de celui de ville sainte (al-Quds)*⁴ » « *Gens de la terre sainte* » et « *Arabes de Palestine ('Arab Filastin)*⁵ », note également l'historien palestinien Elias Sanbar: dès la fin du dix-neuvième siècle, la conscience nationale palestinienne se forge progressivement dans un entrelacement d'affiliations multiples, sous le double choc, progressif, de la colonisation juive et de l'effondrement de l'Empire ottoman. L'historien palestinien Rachid Khalidi montre aussi comment l'identité palestinienne et l'émergence d'une « *conscience nationale moderne* » se font justement à la jonction de solidarités croisées : solidarités religieuses autour de la figure singulière de Jérusalem pour les palestiniens musulmans et chrétiens (mais aussi pour les juifs arabes palestiniens), mais aussi solidarités familiales, claniques, ottomanes, et enfin, arabes : « *il est courant pour un palestinien de s'identifier et d'être identifié d'abord comme Arabe dans un premier contexte, comme musulman ou comme chrétien dans un autre, comme originaire de Naplouse ou de Jaffa dans un troisième et enfin comme Palestinien dans un quatrième (...). Le même schéma*

⁴ Henry LAURENS, « L'identité palestinienne d'hier à aujourd'hui », in Roger HEACOCK (dir.), *Temps et espaces en Palestine*, Beyrouth, Liban, Institut français du Proche-Orient (« Études contemporaines », n° 25), 2008, [En ligne], mis en ligne le 28 mai 2009, Consulté le 09 avril 2010. URL : <http://ifpo.revues.org/479>

⁵ Sur la définition de « *Gens de la Terre Sainte* » et de « *Arabes de Palestine* », voir l'ouvrage de Elias SANBAR, *Figures du palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, Gallimard, 2004.

*d'identité à foyers multiples vaut bien sûr pour les populations d'autres pays arabes à l'époque moderne, à ceci près, ce qui est essentiel, que ces pays disposent de récits historiques nationaux, autorisés et officiels.*⁶ » Cette arabité fondatrice des « gens de la terre sainte » est par exemple revendiquée par les grandes familles palestiniennes, celles-là même qui joueront un rôle dans les premiers moments du nationalisme palestinien, au cours des années 1930 : « *Les familles les plus prestigieuses se targuaient de généalogie illustre comme les Husseini (descendants du Prophète par son petit-fils Hussein) ou les Khalidi (descendants du conquérant de la Palestine au VII^e siècle, Khalid ibn al-Walid). La référence aux Arabes renvoyait au monde de la bédouinité et aux généalogies des grands groupes familiaux de la Péninsule arabique. Tout se passe comme si la conquête du VII^e siècle constituait un point de départ absolu.* »⁷ »

Si la question palestinienne se fait déjà question arabe, c'est aussi que la structure administrative de ce qui est nommé comme Palestine sous l'Empire ottoman en fait un espace considérablement enchevêtré avec d'autres espaces arabes : ainsi, ce qui est compris aujourd'hui comme la « *Palestine historique* » n'est autre que l'assemblage de différentes régions administratives ottomanes dont certaines sont reliées à un espace qui n'est pas la Palestine à proprement parler : ainsi des deux Sandjacks (arrondissements) de Naplouse et de Saint Jean d'Acre (Akka), dépendant administrativement et politiquement du *Wilayat* (région) de Beyrouth, ou du Sandjack de Ma'an, incluant le désert du Néguev, et rattaché administrativement à la province syrienne de Damas, à la différence du Sandjack de Jérusalem, ayant un caractère autonome. Il faudra attendre juillet 1872 pour que les sandjacks de Jérusalem, Naplouse et Acre soient réunis pour former, au sein de l'Empire ottoman, la province de Palestine. Chaque ville palestinienne est enfin reliée, économiquement, politiquement et parfois claniquement à un environnement arabe qui excède là-aussi les seules frontières de la « *Palestine historique* » : si Gaza se fait point de rencontre entre l'Égypte et la Palestine, Acre, sur le littoral, est au contraire liée à son nord beyrouthin.

L'existence désormais bien réelle d'états arabes aux délimitations frontalières précises, tels que la Syrie, la Jordanie ou l'Égypte, n'empêche donc aucunement l'existence, encore prégnante et toujours renouvelée, d'un panarabisme culturel et politique prégnant, résultant du fait qu'historiquement, les espaces devant donner naissance aux Etats-Nations arabes ont été considérablement enchevêtrés et intrinsèquement liés : ce panarabisme culturel et politique, dont la question de Palestine est peu à peu devenue l'un des centres symboliques et polarisant, ne doit cependant pas être subsumé sous la seule idéologie nationaliste arabe. Comme le note Leyla Dakhli, « *le sentiment, de Damas à Tanger ou à Bagdad, de faire parti du même monde, la possibilité de se comprendre, de partager les mêmes références politiques ou culturelles, est indéniable, même si il n'est ni une essence, ni un acquis incontestable de la conquête arabe. La tension réside en son sein même, quand il s'agit de quantifier à la fois un projet politique, et un sentiment politique, le nationalisme arabe (al-Qaoumiyyah al-'arrabiyyah,) et culturel, l'arabisme*⁸ ». Le nationalisme palestinien, dans ses mythes, histoires et symboles fondateurs, ne manque d'ailleurs pas de références directes ou indirectes à des éléments arabes et régionaux faisant toujours de la question palestinienne une question entre autre arabe. Ainsi de la centralité du Cheikh Ezzedine al-Quassam, si longtemps revendiquée par le Fatah palestinien, et aujourd'hui autrement appropriée par le Hamas :

⁶ Rachid KHALIDI, *L'identité palestinienne. La construction d'une identité nationale moderne*, Editions La Fabrique, 1997, pp 224-225.

⁷ Henry LAURENS, « L'identité palestinienne d'hier à aujourd'hui », article cité.

⁸ Leyla DAKHLI, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20^e siècle », in revue *Vingtième siècle*, numéro 103, Presses de Sciences Po, 2009/3, p 14.

originaire de Syrie, chassé par les français, Ezzedine al-Qassam est venu s'installer à Haïfa au début des années 1930. Ayant constitué un petit groupe armé, il s'attaque alors aux kibboutzim, aux troupes anglaises et aux installations juives de la Palestine mandataire. En novembre 1935, il est encerclé par les britanniques dans le village de Yabad, non loin de Jénine, et tué au cours du combat. Sa mort précède de peu la grande révolte palestinienne de 1936, traduite par une grève générale de six mois des travailleurs palestiniens. L'écrivain palestinien Ghassan Kanafani ne manque pas de rappeler que la figure de al-Quassam, devenue « idéal-type » du « héros-martyr » palestinien, renvoyait bien à d'autres univers de références qui s'entrecroisent avec la question palestinienne : « *la personnalité d'al-Qassam, en elle-même, constitue probablement un point de rencontre symbolique de cette masse de facteurs liés qui ont commencé à être appelés problème palestinien. Le fait qu'il soit 'syrien' (né à Jabala dans la périphérie de Lattakiya) illustre le facteur nationaliste arabe de la lutte. Le fait qu'il soit 'azhariste' (il étudia à al-Azhar) illustre le facteur nationaliste religieux représenté par al-Azhar au début du siècle. Le fait qu'il se soit engagé dans une lutte nationale (il prit part à la lutte contre les français en Syrie à Jabal Horan en 1919-20 et fut condamné à mort) illustre l'unité de la lutte arabe*⁹ ».

Enfin, si le nationalisme palestinien eut à se constituer parfois en rupture avec les projets politiques des états arabes de la région, et si l'OLP se retrouva de manière régulière en guerre ouverte avec certains d'entre eux, le cas le plus connu étant naturellement celui de la Syrie, avec qui la majorité des organisations de l'OLP s'affronta bien des fois au Liban notamment, il n'en reste pas moins qu'organiquement et sociologiquement, la question palestinienne se fait question arabe par son extraterritorialité originaire : paradoxalement construit dans les camps de réfugiés palestiniens de Jordanie puis du Liban, nationalisme produit dans le *Chatat* –la diaspora- le projet national palestinien attendra la seconde moitié des années 1980 pour se rabattre, à l'occasion de la première Intifada, dans les territoires occupés de 1967. Par exemple, ce qui est nommé aujourd'hui comme une partie de la gauche palestinienne, à savoir le Front populaire pour la libération de la Palestine et le Front démocratique, prend son origine dans une formation politique panarabe, le Mouvement des nationalistes arabes (*Harakat al-Qaoumiyyin al-'arabiyyin*), qui attendra 1967 pour voir ses différentes sections nationales prendre leur autonomie. Inspiré par les principes du professeur Constantin Zourek, fondé en 1951 par des étudiants de l'Université américaine de Beyrouth (AUB)¹⁰, le MNA, selon son fondateur palestinien Georges Habache, cherchait à « *tirer les leçons de l'échec de 1948. Le principe de base de notre parti reposait sur l'unité arabe, condition sine qua non du règlement du problème palestinien, comme notre slogan – Unité, libération, vengeance- l'indiquait d'ailleurs explicitement (...)* Je voudrais attirer l'attention sur un point très essentiel : nous estimions qu'il y avait une relation dialectique très forte entre la libération de la Palestine et l'unité arabe. A nos yeux, le projet sioniste était un projet colonialiste, qui, au-delà de la Palestine, visait toute la nation arabe. Nous devons donc nous y opposer par un projet global d'unité dont l'objectif premier était la libération de la Palestine, matrice de tous nos maux.¹¹ ».

⁹ Ghassan KANAFANI, *La révolte de 1936-39 en Palestine*, publié pour la première fois sous le titre « Thaourat 1936-39 fi Filistin » dans *Chou'oun Filistiniyya* numéro 6, janvier 1972, traduction de la version anglaise « The 1936-1939 Revolt in Palestine », Committee for Democratic Palestine, New York, 1972, Ghassan Kanafani Cultural Fondation, 2006, version électronique : http://fcgk44.free.fr/img/Kanafani_La%20revolte.pdf, p 20.

¹⁰ En 1951, la direction du Mouvement des nationalistes arabes comprend six étudiants de l'AUB : deux palestiniens, Georges Habache et Waddi Haddad, un libanais, Salah Chabal, un irakien, Hamed Jbouri, un koweïtien, Ahmed al-Khatib, et un syrien, Hani al-Hindi.

¹¹ Georges HABACHE, *Les révolutionnaires ne meurent jamais. Conversations avec Georges Malbrunot*, Editions Fayard, 2008, pp 33-34.

Il serait ainsi difficile d'aborder la question du rapport entre les mondes arabes et la question de Palestine sans rappeler le lien profond, parfois ambigu et déchiré, qui unit ces deux éléments : palestinité et arabité (*al-'Ourouba*). Ils ne peuvent pas être annulés l'un par l'autre, et se trouvent parfois aussi surdéterminés par d'autres « *Formes d'identifications et de solidarités*¹² » : locales, claniques, religieuses, etc.... Comme le souligne Muhammad Jabir al Ansari, le monde arabe est confronté « *à un phénomène quasi-répétitif. Il s'agit en l'occurrence de cette dualité ou encore de cette dialectique d'oscillation endémique entre les formations sociales de dimensions mineures en raison de leur caractère divisé, d'une part, et l'espace (arabe/ islamique) unifié et de grande envergure qui les associe simultanément en une sorte d'unité, de l'autre – sans que cela n'aboutisse, malgré tout, à leur unité politique*¹³ » Or, c'est bien cette oscillation entre palestinité et arabité, et la dialectique entre projet national arabe et projet national palestinien, qui sont au cœur de l'ambiguïté toujours présente régissant les rapports entre mondes arabes et question palestinienne. Et qui fait encore et toujours de la question de Palestine un *problème* -ou, comme le disait bien Georges Habache, la « *matrice de tous les maux* »- pour les états arabes.

Les états arabes et la question palestinienne : intégration, vassalisation et désengagement.

Le paradigme intégrationniste : l'exemple jordanien

Il est difficile, dans un premier temps, de parler de la perception et de la représentation de la Palestine par les états arabes, car ces états sont des formations nationales extrêmement récentes. Lors de la fondation de la Ligue des états arabes en mars 1945, la phase de décolonisation est à peine entamée, et les sept états fondateurs (Arabie saoudite, Egypte, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, et Yémen du nord) se limitent alors Moyen-Orient et à la Péninsule arabique, le Maghreb arabe commençant à peine sa longue marche vers l'indépendance. En réalité, c'est le concept même d'Etat-Nation qui demeure problématique pour comprendre le rapport des états arabes à la question palestinienne. La thèse voulant dire qu'il y a eu refus d'un état palestinien indépendant ou d'un véritable « *droit à l'autodétermination palestinienne* » (*Haqq ash-Sha'ab al-filastini fi-Taqrir al-Masir*) par certains états arabes (Syrie, Jordanie) est tout à fait juste d'un point de vue historique : elle est cependant incomplète, puisque, comme nous l'avons souligné, le concept d'Etat-nation palestinien, syrien, jordanien ou libanais correspond à une création assez récente, et que les espaces géographiques de ces futurs états étaient sociologiquement enchevêtrés les uns aux autres sous l'Empire ottoman¹⁴. D'où le fait que jusqu'à l'apparition d'un mouvement national

¹² Emprunté à Jean LECA, le concept de Formes d'identification et de solidarité (FIS) a notamment été employé par Fawaz Traboulsi. Voir Fawaz TRABOULSI, *Identités et solidarités croisées dans les conflits du Liban contemporains*, Thèse d'histoire présentée à l'Université Paris VIII, sous la direction de Jacques COULAND, 1993.

¹³ Mohammed Jabir AL ANSARI, « Du concept d'Etat dans le monde arabe contemporain », in *Revue d'études palestiniennes*, numéro 1, nouvelle série, Editions de Minuit, 1994, p 67.

¹⁴ Pour toutes ces questions, il sera utile, voir nécessaire, de se reporter aux deux premiers tomes consacrés par Henry Laurens à la « *question de Palestine* ». Cf. Henry LAURENS, *La question de Palestine. Tome 1 : 1799-1921. L'invention de la Terre Sainte*, Fayard, 1999. Et *La question de Palestine. Tome 2 : 1922-1947. Une mission sacrée de civilisation*, Fayard, 2002. Il est également souhaitable de se reporter à la brochure de Jérôme

palestinien à proprement parler, la question palestinienne n'existait pas pour les jeunes états arabes en devenir: la question palestinienne était considérée sous le paradigme de l'intégration. Lors du Congrès de Damas en 1920, qui proclame l'indépendance de la Syrie avec Fayçal comme roi, la Palestine est alors intégrée dans l'espace syrien. Le même Fayçal, un des chefs de la révolte arabe de 1916 à 1918, n'hésite d'ailleurs pas à signer des accords secrets avec Weizman, le dirigeant de l'Organisation mondiale sioniste, en janvier 1919 : dans cette optique, la Palestine ne peut effectivement qu'être l'objet d'un partage entre sionistes et dirigeants arabes, l'idée d'une formation nationale palestinienne étant tout à fait étrangère au raisonnement politique des élites nationalistes de l'époque. La même logique affleure chez le frère de Fayçal, le Roi Abdallah : lors de la création du Royaume de Transjordanie, en 1921, Abdallah inaugure en un sens ce qui restera l'un des classiques de la politique jordanienne jusqu'à la fin des années 1980 : l'idée d'une intégration des arabes de Palestine (et à fortiori, à partir de 1948, de la Cisjordanie) au sein du Royaume jordanien. Comme son frère, le Roi Abdallah entame lui-même des négociations en octobre 1921 avec l'Organisation mondiale sioniste, dans l'idée d'un partage de la Palestine entre juifs et arabes, les arabes palestiniens devant être intégrés au Royaume de Transjordanie. En 1948, le même Roi Abdallah rencontre secrètement Golda Meir, le 10 mai, soit quatre jours avant la lecture de la Déclaration d'indépendance israélienne par David Ben Gourion, et le premier novembre 1948, le rattachement de la Cisjordanie à la Transjordanie est voté par un congrès de notables palestiniens et jordaniens, à Jéricho. L'idée d'un *Daoulat-Etat*, ou d'une *Patrie-Watan*, palestiniens, reste donc étrangère au Royaume hachémite : il faudra attendre juillet 1988 et la rupture des liens politiques, administratifs et économiques avec la Cisjordanie par le Roi Hussein pour voir le paradigme de l'intégration prendre fin.

La perspective intégrationniste n'est cependant pas propre au Royaume de Jordanie. En novembre 1945, le représentant palestinien à la Ligue arabe est nommé par le gouvernement syrien. Fondé en 1936, le Haut comité arabe, dirigé par le Mufti de Jérusalem Hajj Amin al-Husseini, restera sous orbite égyptienne jusqu'à la fin des années 1950, ce qui n'est d'ailleurs pas sans rapports avec l'opposition régionale entre la Transjordanie et l'Egypte, le Roi Abdallah ayant toujours été opposé au leadership du Mufti Hajj Amin al-Husseini.

La guerre israélo-arabe de 1948 transforme cependant quelque peu la donne, et ce pour deux raisons qui restent par ailleurs d'une actualité prégnante :

- D'abord, l'expérience de la *Nakbah*, la catastrophe, fait de la question palestinienne un problème interne pour nombres d'états arabes : l'afflux massif de réfugiés en Syrie, au Liban et en Jordanie donne une ampleur nouvelle à la question palestinienne. Désormais, et jusqu'à aujourd'hui, la question palestinienne vient percuter de l'intérieur un certain nombre d'états arabes. La naissance, ou renaissance en un sens, du mouvement national palestinien se faisant pour l'essentiel dans les camps de réfugiés, la question palestinienne devient désormais un problème politique qui n'est plus seulement régional ou géopolitique pour les états arabes mais qui relève bien d'une configuration inédite : la question palestinienne, sociologiquement et socialement parlant, se joue désormais à l'intérieur même des états arabes.
- La défaite des armées arabes face aux jeunes troupes de l'état israélien est bien perçue, dans le monde arabe, comme une véritable défaite. D'abord parce que les

états arabes ne sont intervenus que très tardivement dans le conflit à proprement parler, la première phase de la guerre avec Israël étant assurée, avant mai 1948, par des partisans palestiniens assistés de volontaires de l'Armée de libération arabe (*Jaych al-Inqadh al-'arabi*), dans laquelle, d'ailleurs, les Frères musulmans égyptiens sont considérablement investis. Ce n'est donc que le 15 mai 1948 que les troupes arabes entrent à proprement parler dans le conflit militaire, et ce jusqu'à leur défaite, un mois plus tard, et ce en dépit de quelques percées militaires importantes, comme à Jérusalem. La défaite arabe et l'expérience de la Nakbah auront donc un effet différé d'une importance capitale : une contestation interne des jeunes états arabes et de leurs élites politiques, notamment au sein de secteurs sociaux en ascension par le biais de l'armée : la révolution nassérienne de 1952 – ou le coup d'état, selon la lecture qu'on en fait-, tout comme la montée des partis baath en Syrie et en Iraq au cours des années 1950 et 1960 sont aussi des conséquences directes de la défaite arabe de 1948, cette dernière discréditant aux yeux de nombres de jeunes officiers le projet indépendantiste porté par les premières élites nationalistes, souvent libérales. Cependant, l'émergence du nationalisme arabe ne fera pas sortir la question palestinienne du paradigme intégrationniste : au contraire, les rapports de vassalisation établis par les jeunes régimes nationalistes arabes, au premier rang desquels l'Égypte nassérienne, ne cesseront d'osciller entre une aspiration idéologique unitaire où la Palestine devrait s'intégrer à un monde arabe uni, et une vassalisation politique où la question palestinienne se retrouve instrumentalisée en fait par les logiques étatiques des états arabes, selon leurs intérêts nationaux propres.

Entre rêve unitaire et intérêts étatiques : une vassalisation de la question palestinienne ?

Si nous désirons effectivement parler de vassalisation de la question palestinienne par les états de type nationalistes arabes, il faut cependant distinguer deux éléments. En effet, l'idée nationaliste arabe n'est pas, en soi, réductible à celle de pure vassalisation de la question palestinienne. L'idéologie nationaliste arabe, telle que portée par exemple par l'Égypte nassérienne, se définit d'abord comme une volonté de dépasser le seul cadre du *Watan* – Patrie- pour en venir à une unification de la *Oumma* –la Communauté- arabe, un concept par ailleurs tiré du vocable islamique, mais limité par les nationalistes arabes à la seule communauté arabe, et non plus islamique. Le nationalisme arabe –*al-Qaoumiyya al-'arrabiyyah*- en théorie, est une réponse qui se veut nationale à ce qui est conçu comme une fragmentation du monde arabe sous l'effet des divisions héritées de l'ère coloniale. A l'espace ottoman, et à l'espace islamique, tous deux transnationaux, le nationalisme arabe substitue un espace transnational arabe. Ce sentiment transnational arabe, incarné un temps par la figure d'un Nasser, rêvé au moment de l'Union syro-égyptienne et de la République arabe unie de 1958- eut ses heures de gloire, y-compris chez les jeunes nationalistes palestiniens à l'origine, comme nous l'avons vu, du Mouvement des nationalistes arabes (MNA), embryon de ce qui allait donner, plus tard, naissance au Front populaire pour la libération de la Palestine, et à l'Organisation d'action communiste au Liban, selon, donc, des lignes de fractures cette fois-ci bien nationales et *watani*. Mais l'implantation de l'idéologie nationaliste arabe dans les nouvelles élites nationalistes montantes d'Égypte, de Syrie et d'Irak eut aussi comme effet paradoxal, à terme, de se « replier sur un projet purement

*national, dans un seul pays. Ils se fossilisèrent en Etats dirigés par un parti unique ou un « leader à vie ». Pourtant, malgré les luttes féroces entre gouvernements arabes pour s'assurer une hégémonie régionale, persistait, au niveau populaire, l'aspiration à une communauté arabe transnationale, marquée par un patrimoine islamique commun.*¹⁵ C'est donc ce paradoxe qu'il s'agit d'affronter lorsque l'on traite bien du nationalisme arabe, et de ses effets sur la question palestinienne. L'Égypte n'eut de cesse, sous Nasser, de proclamer son attachement à la question palestinienne, définie par le pouvoir nassérien comme le nœud colonial par excellence au Moyen-Orient. Le soutien politique, et parfois financier et dans une moindre mesure, militaire, donné à certains groupes palestiniens eut pourtant comme corollaire la volonté tenace de contrôler les élites nationalistes palestiniennes : la création de l'Organisation de libération de la Palestine, en 1964, se fait sous contrôle égyptien, son premier dirigeant de 1964 à 1967, Ahmed Choukayri, étant un proche de Nasser. L'engagement des états arabes de type nationaliste va donc combiner d'une part un discours idéologique fort, attaché à la défense de la « *Palestine historique* » et d'une Palestine arabe – *Filastin 'arrabiyyah-*, refusant le principe de la *Tatbia'a*, la normalisation, avec Israël – une position adoptée officiellement au Sommet arabe de Khartoum en 1967- et réclamant le Droit au retour – *Haqq al-'Aouda-* des réfugiés palestiniens sur leur terre d'origine, et d'autre part, un engagement pratique à géométrie variable, agrémenté d'une instrumentalisation quasi-systématique de la question palestinienne en fonction des intérêts, non pas d'une hypothétique nation arabe, mais bien des états la composant et s'affrontant les uns aux autres. Syrie, Égypte, Irak : le discours, au moins jusqu'en 1979, du « plus *nationaliste arabe et plus pro-palestinien que moi tu meurs* » sert de ressource symbolique censé mobiliser « *les masses* » : sur le terrain, la logique est pourtant à l'affrontement. Tout au long des années 1970, la Syrie a ses propres groupes palestiniens qui lui sont soumis. FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril ou Saïqa, elles s'affrontent souvent au reste de l'OLP, et à ce que Yasser Arafat eut pu nommer autrefois « *l'autonomie de décision palestinienne* ». En juin 1976, Hafez al-Assad, jusque là allié aux forces palestiniennes et à la gauche libanaise, envoie ses troupes au Liban pour desserrer l'étau autour des forces chrétiennes phalangistes. A la suite du retrait palestinien de Beyrouth en 1982, une scission de gauche du Fatah palestinien emmenée par Abou Moussa donne naissance au Fatah-Intifada, un groupe politique palestinien encore aujourd'hui présent au Liban, et largement aux ordres de Damas. Enfin, la guerre entre les forces de l'OLP et le mouvement chiite Amal au Liban, et le funeste épisode de la « *guerre des camps* » entre 1985 et 1987, si ils apparaissent bien comme une opposition entre chiites libanais et palestiniens, cache mal le jeu de la Syrie, désireuse d'évincer définitivement l'OLP au Liban. Quant à la Syrie et à l'Irak, toutes deux tenantes d'un nationalisme arabe « *véritable* », elles ne manqueront pas de faire jouer leur concurrence via groupes palestiniens interposés, tout au long des années 1970 et 1980, l'Irak ayant aussi des groupes palestiniens affiliés, tel le Front de libération arabe ou le Front de libération de la Palestine de Abou Abbas. La véritable révolution copernicienne ainsi effectuée par le Fatah à partir de ses premières actions armées en janvier 1965, et le principe d'une guerre populaire palestinienne propre ayant sa base dans les camps de réfugiés – « *les masses plutôt que la voie régulière*¹⁶ », comme l'écrira l'un de ses activistes et théoricien politico-militaire, l'égyptien Mahjoub Omar-, bref, l'émergence d'un mouvement national palestinien, qui, bien que lié aux états arabes, notamment financièrement, n'en imposa pas moins à un moment une certaine « *autonomie de décision politique* », rencontra historiquement une opposition tenace de la part de nombres d'états arabes, plus désireux d'instrumentaliser la question palestinienne à leur fin

¹⁵ Hicham BEN ABDALLAH AL ALAOUI, « Entre nationalisme et islamisme. Retour vers le futur dans le monde arabe », *Le Monde diplomatique*, août 2009.

¹⁶ Mahjoub OMAR, « Vingt ans de lutte armée », in *Revue d'études palestiniennes*, numéro 14-15, Editions de Minuit, 1985, p 86.

propre. Cette instrumentalisation n'est d'ailleurs pas réductible aux nationalismes arabes à proprement parler : elle traverse bien, pour la peine, l'ensemble des régimes arabes de la région. Les Frères musulmans palestiniens, bien avant la création du Hamas en 1987, trouvèrent dans les pays du Golfe des soutiens financiers et politiques favorisés par l'émergence de la *Sahwa* –le réveil-, une mouvance politique née en Arabie saoudite, influencée par des Frères musulmans égyptiens réprimés en Egypte et exilés dans le royaume saoudien¹⁷. L'opposition à la gauche palestinienne, tout comme à l'Egypte nassérienne et post-nassérienne, étant à cet égard un sujet porteur aux yeux du régime saoudien. Dans une veine plus récente, les positionnements politiques de la Jordanie ou de l'Egypte de Hosni Moubarak, souvent plus enclines à soutenir la présidence d'un Mahmoud Abbas que celle du gouvernement Hamas, s'inscrivent bien dans une guerre larvée avec la Syrie de Bachir al-Assad. En tout état de cause, la question palestinienne, censée théoriquement être la matrice de la crise arabe, mais aussi de ses espoirs, est avant tout celle de sa division et de son instrumentalisation selon des lignes de fractures géopolitiques régionales et internationales patentes.

Une politique du désengagement ?

Le quatorzième Sommet de la Ligue arabe, tenu à Beyrouth en mars 2002, avait fait souffler un vent d'optimisme bien trompeur. L'apparence d'un communiqué final donnant une image d'unité arabe, et l'adoption par le Sommet de l'Initiative de paix lancée par l'Arabie saoudite, proposant notamment la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les états arabes en échange du retrait de tous les territoires occupés, cachait à l'époque déjà mal les divisions à venir : absences remarquées des chefs d'état égyptiens et jordaniens, absence de Yasser Arafat, assiégé dans la Mouqata, absence également du chef d'état irakien, Saddam Hussein. Surtout, la guerre en Irak se précisait, mais plus encore, la coupure verticale et radicale à venir entre la Syrie d'une part, l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie d'autre part, et qui alimentera pendant près de cinq ans un conflit larvé au Liban, se préparait déjà. D'unité textuelle il y eut certes. D'unité politique, il est permis d'en douter légitimement, huit ans après. La division demeure prégnante.

Si la politique intégratrice semble avoir aujourd'hui disparue –il n'y a plus d'état arabe revendiquant le rattachement d'une partie de la Palestine à son territoire national- si la vassalisation continue, selon des modes différents cependant –la Syrie a sans doute tiré les leçons du passé, et son soutien au Hamas ou au Jihad islamique laisse cependant à ces deux formations une marge de manœuvre politique certaine- il semble peut être que le rôle de l'état arabe soit aujourd'hui plus proche de la figure du désengagement, et ce à deux niveaux.

Le premier niveau, bien sûr, est celui de la logique, depuis 1979, des Accords de paix séparés. C'est bien sûr le cas de l'Egypte depuis mars 1979 et la signature d'un Traité de paix avec Israël, et le tournant stratégique opéré alors par le Président égyptien Sadate. C'est le cas, également, de la Jordanie, avec les Accords israélo-jordaniens de Wadi Araba en octobre 1994. Ces accords séparés expriment une rupture fondamentale d'avec le paradigme adopté au Sommet de Khartoum en 1967, à savoir le refus de la normalisation avec Israël. Ce processus de paix séparée, favorisant les intérêts israéliens, qui regrettent d'ailleurs que la Syrie ne s'engage pas encore dans cette voie, cherche à dégager le conflit israélo-arabe du conflit israélo-palestinien, en séparant les deux volets. La paix séparée est donc un processus de non-

¹⁷ Sur le mouvement de la Sahwa, cf. Stéphane LACROIX, *Les islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, Préface de Gilles Kepel, PUF, 2010.

résolution de la question palestinienne, par définition. Il est également intéressant de noter que cette politique du désengagement a aussi une conséquence : le traitement de la question palestinienne d'un pur point de vue sécuritaire. Les Accords entre l'Égypte et Israël signés le premier septembre 2005 au sujet du contrôle du Corridor Philadelphie, le long de Rafah, en est un exemple, la construction plus récente d'un mur souterrain du côté égyptien pour bloquer la contrebande palestinienne en est un autre.

Un second niveau de désengagement est désormais perceptible. Non pas que les états arabes – Égypte, Arabie saoudite, Syrie en tête- n'interviennent plus dans les affaires internes palestiniennes. Mais en ce qui concerne la Syrie par exemple, le conflit avec Israël passe maintenant bien plus par le Liban et par le partenariat stratégique avec le Hezbollah, allié de Damas parmi d'autres, que par la maîtrise du mouvement national palestinien lui-même. Le Royaume saoudien semble désormais bien plus préoccupé par la révolte zaydite au Yémen du nord, menaçant ses frontières, que par la situation à Gaza. Pour la Jordanie, la question des réfugiés palestiniens est moins un problème que celle, plus récente, des réfugiés irakiens sur son territoire. Mais il est un élément encore plus important : les états arabes sont sans doute de moins en moins les acteurs centraux du « *grand jeu* » géopolitique régional. Depuis la Révolution de 1979, l'Iran ne s'est pas seulement posée comme une puissance régionale incontournable : elle a surtout réactivé un discours anti-impérialiste tourné vers le sud-Liban et la Palestine, avec ce que cela implique de soutiens politiques et logistiques à certaines organisations politiques. En-dehors de la Syrie, l'Iran s'appuie pour l'essentiel sur des organisations non-étatiques arabes, le Hezbollah libanais en étant l'exemple paradigmatique. La tonalité tiers-mondiste d'un Mahmoud Ahmadinejad n'est pas tournée vers les états arabes, mais vers l'Amérique latine, les convergences politiques avec le Venezuela de Hugo Chavez trouvant aussi leur point d'accord... sur la Palestine¹⁸. Preuve de la marginalisation croissante des appareils étatiques arabes autour de la question palestinienne, et donc de leur désengagement forcé, force est enfin de noter l'évolution de la politique turque. Le journaliste et analyste libanais Michel Naufal parle ainsi d'une politique « *néo-ottomaniste* » de la Turquie¹⁹ : la radicalisation du premier Ministre Recep Tayyip Erdogan à l'encontre d'Israël au cours des années 2000 a comme corollaire une nouvelle politique turque tournée vers l'Iran, la Syrie, la Jordanie et l'Irak. L'activation d'une politique « *néo-ottomaniste* » turque, plus hostile que par le passé aux intérêts américains et israéliens dans la région, se distingue cependant de l'Iran en ce qu'elle n'est pas tiers-mondiste à proprement parler. Mais la faiblesse de l'état arabe, patente en ce qui concerne le dossier israélo-palestinien, a bien comme effet second le poids décisif de deux états non-arabes dans la gestion du conflit.

Figures non-étatiques et « Street Politics » : « retour vers le futur »

¹⁸ Cf. Manocher DORRAJ and Michaël DODSON, « Neo-populism in comparative perspective : Iran and Venezuela », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol 29, Duke University Press, 2009.

¹⁹ Scarlett HADDAD, « 'Le retour de la Turquie en Orient' de Michel Naufal, ou la naissance des 'néo-ottomans' », *L'orient le Jour*, Liban, 3 avril 2010.

Le philosophe palestinien Tamim Barghouti, dans son ouvrage *The Umma and the Daoula*²⁰, pose comme thèse centrale que la faillite de l'état arabe en tant que tel est aussi due à une application quasi-mécanique des nationalismes européens. Ni les libéraux égyptiens de la première moitié du vingtième siècle, ni les nationalistes arabes de sa seconde moitié, n'ont ainsi échappé à la construction de systèmes étatiques et frontaliers fermés et de communautés étroites, allant justement tous à l'encontre de systèmes géographiques et sociaux considérablement entremêlés. Pour Tamim Barghouti, le succès du Hezbollah libanais, du Hamas ou, dans une autre veine, de al-Quaeda, n'est pas qu'un effet de conjoncture : la prolifération d'acteurs violents ou non-violents mais en tout cas non-étatiques dans le monde arabe renvoie bien à une demande ayant sa source dans un passé remythifié : le refus de l'état postcolonial arabe.

Il serait peut-être possible d'en dire autant du Fatah, dont la popularité dans le monde arabe ne fut justement jamais aussi grande que lorsqu'il était en quête d'état, et donc, un acteur non-étatique, et qui plus est : extraterritorialisé (Jordanie, Liban, Tunis, etc...). En ce sens, la centralité de la cause palestinienne dans le monde arabe peut-être aussi analysée comme celle d'un peuple-symbole, où la diaspora-*Chatat* renvoie à un imaginaire politique arabe peut-être transnational. Force est en tout cas de considérer que la question palestinienne, question nationale par excellence, a aussi produite et reproduite des phénomènes de transnationalisations politiques depuis les années 1960, dessinant une nouvelle géographie politique du monde arabe. Cette géographie est justement à l'antithèse de celle des appareils étatiques arabes, puisqu'elle n'a pas de frontières. Dans les années 1960 et 1970, l'intégration de militants arabes, libanais, irakiens, tunisiens, algériens, dans les organisation-membres de l'OLP, était chose courante. Sous l'égide de Mounir Chafiq, un penseur palestinien marxisant depuis passé à l'islam politique, la Katiba Tullabiyyah (Brigade étudiante) du Fatah, dans la seconde moitié des années 1970, comprenait bien plus d'irakiens et de libanais que de palestiniens. Anis Naccache, bien connu en France pour avoir été l'auteur de la tentative d'assassinat du premier Ministre Chapur Baktiar, en France, en 1982, est libanais : il fut pourtant l'un des responsables des opérations extérieures du Fatah dans les années 1970. Il en est de même pour Mahjoub Omar, militant communiste égyptien passé au Fatah dans la seconde moitié des années 1960, et l'un de ses formateurs militaires en Jordanie et au Liban²¹. Plus méconnue, la figure d'un Mohammed Boudia : homme de théâtre algérien, ancien membre du FLN, exilé d'Algérie après le coup d'état de Boumediene en 1965, il devient l'un de ces militants internationalisés de la cause palestinienne et de sa lutte armée. Il est assassiné par le Mossad, à Paris, rue des Fossés Saint-bernard, en juin 1973.

Géographies militantes déterritorialisées, transnationales, panarabes, et donc souvent non-étatiques ; représentations des figures politiques palestiniennes –Abou Jihad, Yasser Arafat, Georges Habache, Cheikh Yacine- indépendamment des idéologies de tel ou tel, dans les démonstrations de rue dans le monde arabe ; reprise dans tout le monde arabe de symboles comme le drapeau palestinien ; usage et reprise du mot Intifada (notamment en Irak et au Liban, et dans des contextes complètement différents) : il y a un usage politique de la Palestine dans le monde arabe, mais qui n'est cette fois-ci pas purement instrumental. Il renvoie premièrement à ce que nous appelons le mythe unitaire, « l'idéal-type » de l'unité (*al-Wahda*) : sur un mode tout à la fois nostalgique et revendicatif, la référence à la Palestine dans des cadres d'action non-étatiques sert souvent, dans le monde arabe, à contester indirectement le paradigme de la division. D'où le fait que les manifestations dans le monde arabe et la

²⁰ Tamim al-Barghouti, *The Umma and the Dawla. The Nation-State and the Arab Middle East*, Pluto Press, 2008.

²¹ Cf. Mahjoub Omar, *Kitabat (Œuvres)*, Dar al-Fikr al-islami, 2002.

Street politic, la politique de rue, associent toujours deux répertoires : un répertoire palestinien à proprement parler, et un répertoire unitaire (diversement exprimé sous des dehors arabistes, islamiques, etc...). Lors de la guerre sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009, l'un des slogans des manifestations beyrouthines étaient ainsi : « *li Ghaza ila Beyrouth, Sha'ab Wahid ma Bimout* » : « *de Gaza à Beyrouth, un peuple uni ne meurt pas.* » En l'occurrence, le « *peuple uni* » pouvait s'entendre de deux façons : le peuple palestinien de Gaza et des camps de réfugiés du Liban, ou : le peuple arabe, comprenant à ce moment, indistinctement, palestiniens et libanais. Cette ambiguïté est donc fondatrice, et structurelle. Manifester ou militer pour la Palestine devient donc moins une revendication « *pro-palestinienne* » à proprement parler qu'un appel à l'unité, et donc, d'une certaine manière, à un retour vers un « *âge d'or* » : la Palestine devient alors « *retour vers le futur* » du monde arabe. Cela favorise en retour une contestation effective, à-travers la question palestinienne, des appareils étatiques arabes, ces derniers étant alors définis comme l'exemple de la division (par essence) et de l'impuissance (par pratique).

Les *Street politics*, ou politiques de rue, sont une des manifestations les plus singulières de cette question de Palestine comme « *caisse de résonnance* » du monde arabe. Depuis 2000 et l'éclatement de la Seconde Intifada, les pics de crises entre l'Etat israélien et les palestiniens (épisode de la Mouqata en 2002, bombardements sur Gaza) ont eu comme débouchés immédiats et quasi-instantanés des séries de manifestations, parfois violentes, de meetings, de sit-ins, d'initiatives informelles, parfois immatérielles (la toile, les réseaux facebook, les blogs, les médias) dans le monde arabe. Asef Bayat définit la *Street politic* comme « *un ensemble de conflits et ses implications, entre un collectif et les autorités, dessiné et exprimé épisodiquement dans l'espace social et physique de la rue*²² ». Or, il est intéressant de constater que l'appropriation collective de la rue, dans le monde arabe, se fait le plus souvent au détour de la question palestinienne, ses moments clés donnant en général le signal d'une appropriation collective de l'espace public. Cette appropriation contestataire de la rue, irrégulière, parfois exprimée de manière indirecte (graphs, dessins, pochoirs, affiches) dessine là-aussi une singulière géographie politique du monde arabe, qui n'est ni l'apanage des appareils étatiques, ni celui, par ailleurs, des organisations politiques (bien que celle-ci soient aussi impliquées dans ces *Street politics*). Dans un contexte souvent répressif, la Palestine apparaît, pour certains groupes subalternes, comme un référent politique légitimant. Il en va, selon d'autres modalités, de même dans certaines parties de l'immigration postcoloniale en Europe, la question palestinienne restant l'un des principaux vecteurs de mobilisations et de politisations, notamment, dans les populations de culture musulmane européenne. Cette réelle faculté mobilisatrice de la Palestine, « *parfois même inversement proportionnelle à la proximité géographique de la Palestine*²³ » elle-même, comme le rappelait Elias Sanbar, ne doit pas faire croire non plus à un unanimité absolu, le monde arabe, comme partout, étant marqué par un triple phénomène de *Exit, Voice and Loyalty* (*repli, protestation et loyauté*)²⁴. L'apparition d'une forme de piété individualiste musulmane et passablement néolibérale dans certaines couches sociales du monde arabe, comme a pu très bien la décrire Patrick Haenni dans son étude sur *l'islam de marché*²⁵, témoigne aussi d'un repli individualiste peu concerné par la question palestinienne. A l'inverse, les différentes formes de *Street politics* montrent une actualité de la question palestinienne pour le monde arabe, toute la question étant de

²² Asef BAYAT, *Street Politics. Poor People's movements in Iran*, opus cité, p 15.

²³ Elias SANBAR, *Figures du palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, opus cité, pp 262-263.

²⁴ Mounia BENNANI-CHRAIBI et Olivier FILLIEULE (sous la direction de), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Science-Po, 2003.

²⁵ Patrick HAENNI, *L'islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Editions du Seuil, 2005.

savoir ce qui prendra le dessus, la tentation du *Voice* (protestation) ou de l'*Exit* et de la *Loyalty* envers l'état postcolonial arabe.

Représentation de l'Etat palestinien, ou représentation de la Palestine ?

La question de Palestine, formée avec la fin de la Sublime porte ottomane, la Déclaration Balfour et le traumatisme de la Nakbah, s'est au fur et à mesure de l'histoire transformée d'un effet –la résultante d'un processus colonial et de l'éclatement d'un empire- à une cause –une symbolique politique mobilisatrice, performative, greffant sur sa réalité des éléments disparates, de Tanger à Bagdad, en passant par le Caire et Beyrouth. L'Etat postcolonial arabe a voulu l'assimiler, l'intégrer, la rêver plus rarement, en tout cas et plus sûrement, la vassaliser, pour mieux, au final, s'en détacher et s'en dégager, d'autres acteurs, arabes non-étatiques ou étatiques non-arabes se l'appropriant d'autant mieux. Une question demeure cependant : quel état palestinien ? Formules à deux états, état « *unitaire et démocratique* », état binational : ce qui peut être le propre, et c'est bien naturel, du mouvement national palestinien, à savoir de débattre et de penser sa propre forme étatique espérée, semble souvent bien éloigné de l'image que le monde arabe se fait de la Palestine. Pour les appareils étatiques arabes, en crise, cette question –quel état palestinien- est souvent plus la résultante de compromis ou de blocage politique que de perspectives idéologiques. Pour ces autres mondes arabes que nous avons cités, non-étatiques, la question du quel état palestinien a bien moins de sens : la Palestine y apparaît souvent comme l'espace rêvé et symbolique de « *l'idéal-type* » unitaire perdu, et donc, à retrouver. L'Etat palestinien, et la résolution de la question de Palestine, ne sont compris que dans le sens d'une résolution de la crise arabe elle-même. La symbolique populaire, militante et activiste du monde arabe porte cette idée : résoudre la question de Palestine, c'est retrouver le monde arabe lui-même. La Palestine n'y est pas annulée, mais surdéterminée par des aspirations qui l'excèdent en partie. C'est là effectivement toute la force symbolique et politique littéralement propulsive de la question palestinienne : excédant ses propres frontières historiques, elle se fait toujours le réceptacle onirique et politique de mondes qui la transcendent. En soi, la Palestine est par essence transnationalisée. La Palestine, déjà et toujours, est elle-même et une autre: à l'échelle du monde arabe, et sans doute, bien au-delà.

Bibliographie :

Mohammed Jabir AL ANSARI, « Du concept d'Etat dans le monde arabe contemporain », in *Revue d'études palestiniennes*, numéro 1, nouvelle série, Editions de Minuit, 1994

Tamim AL-BARGHOUTI, *The Umma and the Dawla. The Nation-State and the Arab Middle East*, Pluto Press, 2008.

Asef BAYAT, *Street Politics. Poor people's Movements in Iran*, Columbia University Press, New York, 1997

Hicham BEN ABDALLAH AL ALAOUI, « Entre nationalisme et islamisme. Retour vers le futur dans le monde arabe », *Le Monde diplomatique*, août 2009

Mounia BENNANI-CHRAIBI et Olivier FILLIEULE (sous la direction de), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Science-Po, 2003

Jérôme BOCQUET, *les états arabes et la question palestinienne*, janvier 2005, <http://www.france-palestine.org/article1640.html>

Leyla DAKHLI, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20^e siècle », in revue *Vingtième siècle*, numéro 103, Presses de Sciences Po, 2009/3

Manoche DORRAJ and Michaël DODSON, « Neo-populism in comparative perspective : Iran and Venezuela », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol 29, Duke University Press, 2009.

Philippe DROZ-VINCENT, *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Préface de Ghassan SALAME, Presses universitaires de France, collection Proche-Orient, 2004.

Georges HABACHE, *Les révolutionnaires ne meurent jamais. Conversations avec Georges Malbrunot*, Editions Fayard, 2008

Scarlett HADDAD, « 'Le retour de la Turquie en Orient' de Michel Naufal, ou la naissance des 'néo-ottomans' », *L'orient le Jour*, Liban, 3 avril 2010.

Patrick HAENNI, *L'islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Editions du Seuil, 2005

Ghassan KANAFANI, *La révolte de 1936-39 en Palestine*, publié pour la première fois sous le titre « Thaourat 1936-39 fi Filestin » dans *Chou'oun Filistiniyya* numéro 6, janvier 1972, traduction de la version anglaise « The 1936-1939 Revolt in Palestine », Committee for

Democratic Palestine, New York, 1972, Ghassan Kanafani Cultural Fondation, 2006, version électronique : http://fcgk44.free.fr/img/Kanafani_La%20revolte.pdf,

Rachid KHALIDI, *L'identité palestinienne. La construction d'une identité nationale moderne*, Editions La Fabrique, 1997

Stéphane LACROIX, *Les islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, Préface de Gilles Kepel, PUF, 2010.

Henry LAURENS, « L'identité palestinienne d'hier à aujourd'hui », in Roger HEACOCK (dir.), *Temps et espaces en Palestine*, Beyrouth, Liban, Institut français du Proche-Orient (« Études contemporaines », n° 25), 2008, [En ligne], mis en ligne le 28 mai 2009, Consulté le 09 avril 2010. URL : <http://ifpo.revues.org/479>

Henry LAURENS, *La question de Palestine. Tome 1 : 1799-1921. L'invention de la Terre Sainte*, Fayard, 1999

Henry LAURENS, *La question de Palestine. Tome 2 : 1922-1947. Une mission sacrée de civilisation*, Fayard, 2002

Mahjoub OMAR, « Vingt ans de lutte armée », in *Revue d'études palestiniennes*, numéro 14-15, Editions de Minuit, 1985

Mahjoub OMAR, *Kitabat (Œuvres)*, Dar al-Fikr al-islami, 2002

Elias SANBAR, *Figures du palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, Gallimard, 2004.

Michel SEURAT, *L'Etat de barbarie*, Editions du Seuil, Paris, 1989

Fawaz TRABOULSI, *Identités et solidarités croisées dans les conflits du Liban contemporains*, Thèse d'histoire présentée à l'Université Paris VIII, sous la direction de Jacques COULAND, 1993.